

Journal édité par
la Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français depuis 1957

Les de **Nouvelles** Loire-Atlantique

Numéro 1068
20 novembre 2023
Prix : 1€
Mensuel

Isreal Palestine

YARA

Un plan climat pour la France

Pour une paix juste

La lutte s'organise

Empreinte 2050

P.2

P.5

P.7



Édito :

Pour une France souveraine et une Europe solidaire !

La situation géopolitique mondiale et son lot de guerres et d'atrocités, comme elles se déploient sous nos yeux en Israël et Palestine, avec les répliques aveugles ayant cours à Gaza suite à l'horreur terroriste du 7 Octobre, témoignent de l'urgence de faire entendre les voix des peuples, la voix de la paix.

Les communistes ont été de tous les rassemblements pour que se taise enfin la fureur des canons, ils ont été à l'initiative aussi bien en Loire-Atlantique qu'ailleurs de l'unité nécessaire de notre camp social en ces périodes sombres.

Tandis que pleuvent les bombes, ici la crise frappe fort, en particulier les salariés, retraités et familles populaires victimes de cette hyperinflation qui grignote à n'en plus finir notre

porte-monnaie. Pour qu'émergent là aussi des débouchés politiques, les communistes et leurs élus ont démultiplié ces dernières semaines les initiatives pour démontrer que des jours heureux sont possibles à l'image des belles réussites de nos marchés solidaires ou encore de la semaine d'initiatives pour le pouvoir d'achat.

C'est cette voix originale à gauche, que nous ferons également entendre dans le cadre de la campagne des élections européennes qui s'amorce. Avec une quasi-unanimité exprimée pour le soutien à une liste de large rassemblement conduite par Léon Deffontaines, porte-parole du PCF, nous soulignons notre détermination et notre unité sans failles pour les nécessaires victoires d'aujourd'hui et de demain !

Pour une France souveraine et une Europe solidaire !

Robin SALECROIX

Pour une paix juste et durable au Proche-Orient



Au lendemain des attaques de l'organisation terroriste du Hamas, le 7 Octobre, le Parti communiste français en Loire-Atlantique a proposé à l'ensemble des forces de gauche de se réunir pour débattre de la situation dramatique au Proche-Orient.

Loin des débats sémantiques animés par la FI au niveau national, c'est unies que les organisations politiques de gauche du département condamnent alors l'attaque terroriste du Hamas contre Israël et appelaient à des solutions politiques et diplomatiques pour une paix juste et durable au Proche-Orient.

L'opportunité également pour les forces de gauche d'exiger une action résolue de la France et de l'Eu-

rope pour un cessez-le-feu immédiat et la réouverture de négociations pour une paix juste et durable au Proche-Orient en faisant respecter les résolutions de l'ONU.

Cela implique notamment, pour les communistes, la reconnaissance de l'État de Palestine, le démantèlement des colonies, le retrait des troupes israéliennes des territoires palestiniens et la levée du blocus contre Gaza en place depuis 2007.

Plus que jamais, il doit être mis un terme aux ripostes indiscriminées du gouvernement Netanyahu contre l'ensemble de la population palestinienne, l'état de siège contre Gaza doit s'arrêter.

Déclaration commune EELV, LFI, PS, Ensemble, Gauche écosocialiste, Génération.s, GDS, Nouvelle Donne, Place publique, Territoires 44 et PCF



« Unies, les organisations politiques de gauche du département condamnent l'attaque terroriste du Hamas contre Israël et appellent à des solutions politiques et diplomatiques pour une paix juste et durable au Proche-Orient.

Le Hamas a lancé des attaques terroristes contre Israël faisant plusieurs centaines de victimes civiles et militaires ainsi que de nombreux blessés. Ces crimes devront être poursuivis internationalement. Unies, les organisations politiques de gauche du département condamnent ces événements particulièrement effroyables sans aucune ambiguïté. Rien ne justifie jamais d'attaquer délibérément des civils.

Nous pensons, en premier lieu, aux victimes et leur apportons notre soutien et solidarité. Nous rappelons le droit pour chaque individu de vivre en sécurité et en paix. Nous appelons à la libération de tous les otages et condamnons avec la plus grande fermeté toute violation du droit international et des droits fondamentaux.

Ces attaques ont lieu dans le contexte de raids de terreur multiples que l'armée de l'État d'Israël et les colons mènent depuis plusieurs mois dans les territoires occupés qui ont fait plus de 200 morts palestiniens depuis le début de l'année*.

Le gouvernement d'extrême droite de B. Netanyahu et sa politique bafouent le droit international en organisant notamment l'annexion de la Cisjordanie occupée. Cette situation est alimentée par l'inaction internationale, à laquelle contribue la France, qui laisse depuis trop longtemps les mains libres et qui est incapable de faire respecter les résolutions de l'ONU. Nous demandons que des solutions diplomatiques et politiques soient trouvées de manière urgente pour que la violence s'arrête et que les Israéliens et Palestiniens cessent de payer le prix de l'impasse politique actuelle.

Nous appelons à une action résolue de la France et de l'Europe pour un cesse z-le-feu immédiat et la réouverture de négociations pour une paix juste et durable au Proche-Orient en faisant respecter les résolutions de l'ONU. Cela implique notamment la reconnaissance de l'État de Palestine, le démantèlement des colonies, le retrait des troupes israéliennes des territoires palestiniens et la levée du blocus contre Gaza en place depuis 2007. Il doit être mis un terme aux ripostes indiscriminées du gouvernement Netanyahu contre l'ensemble de la population palestinienne, l'état de siège contre Gaza doit s'arrêter.

Les deux peuples israéliens et palestiniens ont droit à la sécurité et à la paix! L'urgence est à la désescalade. »

* En date du 20 octobre 2023



Diplomatie

Le Proche-Orient au centre des attentions du monde

Le conflit entre Israël et le Hamas s'est mondialisé, il met en évidence les fractures entre les pays dits du « nord » et du « sud ». Les premiers, historiquement développés, industrialisés mais aussi composés par les anciennes puissances coloniales, subissent les critiques des pays du « sud », traditionnellement les États libérés du colonialisme, des protectorats et qui désormais comptent dans le nouvel ordre international, par leur puissance politique, économique et militaire. Tels la Chine, l'Inde ou le Brésil mais aussi des pays d'Afrique. Ils refusent de s'aligner sur les positions américaines ou européennes, dénoncent le « deux poids deux mesures » des occidentaux vis-à-vis d'Israël et constatent l'incapacité politique et diplomatique des USA et de l'UE à pousser pour une résolution immédiate du conflit. De par leur nombre et la population qu'ils représentent, ils jouent un rôle important dans les votes et dans les contenus des déclarations de l'ONU.

Le bras de fer engagé entre António Guterres, son secrétaire général, et le gouvernement israélien, est révélateur. Les nombreuses condamnations de violation du droit international et du droit humanitaire, de crimes de guerre, par l'ONU à l'égard de Tsahal, Benyamin Netanyahu et l'extrême droite israélienne, alimentent de vives tensions qui ne laissent pas indifférente la communauté internationale.

D'ailleurs, même les États-Unis, qui craignent l'expansion régionale du conflit, ou des pays européens comme la France, ont infléchi ces derniers jours leur soutien inconditionnel à Israël. Toutefois, les pressions diplomatiques occidentales exercées sont-elles à la hauteur, puisqu'elles ne changent pas le cours de cette guerre qui tue par milliers les civils de Gaza ? Israël, pour se défendre après l'attaque du Hamas le 7 octobre, avait à juste titre ciblé l'organisation terroriste. Aujourd'hui, plus d'enfants, de femmes, de vieillards que de combattants islamistes sont tués. La réponse militaire israélienne est en cela disproportionnée, et de plus en plus de voix s'élèvent contre ces méthodes, chez les diplomates et les observateurs politiques, chez des intellectuels ou parmi le peuple israélien.

L'Europe est divisée, le vote d'une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU qui appelait, le 27 octobre dernier, à une « trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue, au respect du droit international, à une aide humanitaire sans entraves » a mis en évidence trois blocs. Ceux favorables à la résolution dont la France, les abstentionnistes comme l'Allemagne et les partisans de la loi du Talion comme l'Autriche ou la Hongrie.

Les dirigeants du monde arabe sont quant à eux très discrets, et si le sommet de Ryad du 11 novembre aura permis de condamner les actions « barbares » d'Israël, de demander une résolution internationale contraignante pour l'État hébreu, aucune sanction politique ou économique n'a été décidée. Certes, le risque d'embrasement est pour le moment écarté mais les peuples arabes, largement favorables à la cause palestinienne, constatent que les processus de normalisation des relations entre Israël et des pays comme l'Arabie Saoudite, l'Égypte, la Jordanie ou le Maroc, ont des conséquences sur le sort du peuple palestinien. Et l'Iran, soutien du Hamas, attise ce ressentiment.

Le chemin à trouver pour un cessez-le-feu immédiat, pour la paix, pour concrétiser la solution politique à deux États souverains vivant côte à côte, en sécurité, doit maintenant être à l'ordre du jour de toutes les discussions internationales. Comme doit l'être aussi la nécessaire refonte des Nations Unies, pour que l'institution internationale retrouve une place prépondérante dans les affaires du monde, soit de nouveau capable de réguler les rapports entre les pays et régler les conflits.

Résolution du Conseil National du PCF

Ouvrons une nouvelle page du rassemblement de la gauche et des écologistes !

«Les peuples du monde affrontent la conjonction de guerres et de crises sociale, écologique et démocratique inédites. La gravité de la situation internationale, comme en France, appelle la gauche à être à la hauteur de ses responsabilités. Malheureusement, elle ne l'est pas.

La Nupes, telle qu'elle a été constituée pour les élections législatives sous la volonté hégémonique de LFI, est devenue une impasse. Elle ne reflète pas l'immense travail que peuvent fournir les militant·es de toutes nos forces politiques pour construire **un projet à la hauteur des défis de la crise du capitalisme, un projet de transformation sociale, écologique et démocratique majoritaire dans le pays.**

Dans la dernière période, les insultes de dirigeants de LFI, comparant la direction du PCF à des collaborationnistes nazis sont à ce titre inadmissibles et ont indigné largement, car elles banalisent l'extrême droite et cherchent à diviser la gauche. Et le refus récent de qualifier d'actes terroristes les atrocités commises par le Hamas, délibérément à l'encontre de civils, affaiblit les rassemblements nécessaires pour la paix au Proche-Orient et la lutte contre les crimes de guerre de l'armée israélienne.

Nous voulons rassembler le peuple, le monde du travail, la gauche. Il est temps de construire un rassemblement qui soit utile, respectueux de nos différences et de toutes les forces vives de notre société, un nouveau front populaire qui porte les exigences du monde du travail pour battre la coalition présidentielle, les autres forces de droite et l'extrême droite et relever les défis de notre siècle. L'heure est à une riposte inédite contre les intégrismes et les fascismes.



C'est possible ! Soyons à la hauteur de notre histoire et des grandes conquêtes sociales auxquelles notre camp a contribué, prenons appui sur les rassemblements qui réussissent, comme c'est le cas dans de nombreuses majorités locales ou oppositions de gauche, où l'ensemble des forces travaillent ensemble.

Il est temps d'ouvrir une nouvelle étape pour la gauche avec un nouveau type d'union, permettant le débat entre nous comme avec les citoyen·nes et les organisations syndicales, avec un projet de transformation sociale, ambitieux, utile, à vocation majoritaire.

Nous voulons construire un rassemblement à l'image de l'intersyndicale qui a porté le mouvement contre la réforme des retraites et se poursuit aujourd'hui sur la base de principes simples : respect mutuel, pleine souveraineté de chacune des organisations, luttes et initiatives sur la base de combats et de projets partagés.

C'est pourquoi la direction du PCF, réunie ce jour en conseil national, lance un appel à toutes les forces disponibles, aux citoyen·nes, aux associatifs, aux syndicalistes, aux socialistes, écologistes et insoumis, aux radicaux et aux républicains de gauche qui partagent cette ambition pour le progrès social, pour la justice et pour la paix .

Avec notre secrétaire national Fabien Roussel, **nous souhaitons rencontrer dans les prochains jours toutes les forces de gauche et écologistes et débattre** publiquement des conditions et des contenus pour construire ce rassemblement dont le pays a besoin. Ensemble, ouvrons une nouvelle page du rassemblement de la gauche et des écologistes !»

Quand la Droite se targue d'un texte abject

Projet de loi immigration



Plus que jamais ancré dans une récupération de l'électorat du Rassemblement National en vue des prochaines élections européennes, le projet de loi immigration porté par le gouvernement est devenu l'objet de toutes les convoitises pour le parti des Républicains. Après son passage au Sénat, **le texte du projet initialement pourvu de 27 articles est adopté avec 210 voix contre 115 dans une version sévèrement durcie et élargie, avec plus d'une centaine d'amendements, le portant ainsi à 90 articles.** Inutile de rappeler que le Palais du Luxembourg est dominé par la droite. Un projet qui portait déjà des modifications de loi particulièrement restrictives sur l'accueil des exilés et devient ainsi l'outil idéal pour formaliser les idées les plus malsaines que la droite n'a su imposer lors de ses précédents exercices du pouvoir.

Dans sa composition, le projet reprend des **quotas migratoires avec des autorisations de séjour amenuisées, la restriction des modalités du groupement familial et du droit au sol, le conditionnement strict des aides sociales et la suppression de l'Aide Médicalisée d'État.** L'article 3 visant à faciliter la régularisation des sans-papiers dans les métiers en tension s'est vu remodeler sous une forme moins permissive que le droit actuel et l'application de la circulaire Valls, un processus de régularisation au cas par cas toujours à la discrétion du préfet. Concernant la suppression de l'AME pour la transformer en Aide Médicalisée d'Urgence, une grande partie du corps médical et hospitalier dénonce dès maintenant une réforme absurde qui pourrait avoir des effets délétères sur l'hôpital public et coûterait plus cher en définitive.

Par ailleurs, **certains textes du projet de loi semblent d'ores et déjà voués à ne pas passer l'examen par le Conseil constitutionnel,** comme la suppression de l'automatisme en ce qui concerne le droit du sol ou encore la potentielle levée des protections liées à une arrivée sur le territoire français avant treize ans ou l'obtention de la nationalité après mariage.

Avec toutes les modifications entreprises par la droite sénatoriale, le projet de loi du gouvernement divise désormais au sein du camp présidentiel, l'aile droite et Gérard Darnain se voient soulagés par cette approbation quand d'autres trouvent que le texte final, dont la suppression de l'article 3, dépossède le gouvernement de son projet. Prévu en examen par la commission des lois de l'Assemblée nationale le 27 novembre puis en séance le 11 décembre, les débats risquent fort de tourner à la bataille de récupération politique entre les partis du centre, de droite et d'extrême droite. La possibilité d'un nouveau recours au 49-3 est fortement envisagée avec l'opposition annoncée de la gauche d'une part et la volonté de ne pas céder le projet à LR qui ne votera pas le texte si l'article 3 fait son retour...

Après les débats écœurants de la chambre haute, **le PCF dénonce un projet de loi profondément réactionnaire ainsi qu'une collusion explicite entre la droite et l'extrême droite.**

Dominique Bernard

Professeur de lettres assassiné à Arras



Trois ans après l'assassinat de Samuel Paty, un enseignant a été tué à coups de couteau dans un lycée d'Arras. L'assaillant, un ancien élève du lycée, de nationalité russe, était fiché « S » et surveillé. La surveillance autour des établissements scolaire a été renforcée depuis cet acte horrible.

Originaire d'Arras, Dominique Bernard, professeur agrégé de lettres modernes de 57 ans, était père de trois grandes filles et marié à une enseignante. Il était très apprécié de ses élèves et de ses collègues. Pour Sophie Vénéritay, secrétaire générale du Snes-FSU : « Il y a encore des professeurs qui se font tuer sur leur lieu de travail, parce qu'ils font leur métier.

C'est juste inacceptable, et il va vraiment falloir que tout le pays se mobilise pour protéger son école ». Pour Fabien Roussel : « Si l'école publique, laïque est ciblée, c'est parce qu'elle est le meilleur rempart contre l'obscurantisme, [...] nous ne combattons pas la haine par la haine mais le droit et la justice » .

Pour les communistes, la meilleure façon d'honorer sa mémoire est de continuer à défendre l'éducation nationale avec force et détermination.

« Le droit de l'enfant, c'est d'être un homme, ce qui fait l'homme, c'est la lumière, ce qui fait la lumière, c'est l'instruction. » **Victor Hugo**

Élections européennes

Plébiscite pour Léon Deffontaines



Les communistes ont validé la candidature et la stratégie de rassemblement proposées par le Conseil National et la conférence européenne du PCF qui se sont tenus le 14 octobre dernier à Paris. **Léon Deffontaines, porte-parole du PCF, ancien secrétaire national du Mouvement des Jeunes Communistes a été largement désigné Tête de liste.**

91 % des adhérents du PCF ont approuvé ce choix. Le jeune candidat de 27 ans conduira une liste ouverte à toutes les forces et personnalités de gauche qui partagent la démarche des communistes. Celle qui remet en cause le capitalisme et qui veut porter, dans la campagne électorale et au quotidien, **le progrès social et humain, le rayonnement de la France en faveur de la paix, de l'emploi et de la formation, du développement des services publics, de l'écologie et de la lutte contre toutes les discriminations.** En Loire-Atlantique, 99 % des militants ont approuvé la proposition.

Transports

Le ministre met enfin la main au portefeuille



Après une douloureuse visite à Nantes il y a un mois, Clément Beaune a fait son retour pour signer un nouveau plan État-Région. Le document débloque des moyens pour développer les transports en Pays de la Loire avec près de 700 millions d'investissements, dont une bonne moitié pour le rail et particulièrement pour le RER métropolitain. Mais n'y voyez pas pour le moment une révolution pour les transports du quotidien. Si la somme peut faire rêver, répartie sur 5 ans, elle permet seulement d'améliorer des axes déjà existants.

Le ministre des transports est ensuite allé voir les maires de la métropole pour discuter de l'aéroport. Avec à l'esprit le coût de pression des compagnies aériennes qui ont adressé la veille une lettre afin « de souligner l'importance cruciale de maintenir des

conditions d'exploitation équilibrées pour l'aéroport », autrement dit : « ne pas durcir le couvre-feu sinon nous partirons ! »

Il a annoncé la fin du projet de prolongement de 400 m de la piste et le lancement d'un nouvel appel d'offre pour la modernisation de la plateforme et l'amélioration des infrastructures de l'aéroport pour accueillir les passagers. Pour autant, les couloirs aériens ne seront pas modifiés mais des sanctions plus rapides seront prises en cas de non-respect du couvre-feu, dont les horaires resteront inchangés.

Le coût global des opérations devrait être de 400 millions d'euros sans compter le déplacement de la tour de contrôle, mais attendons de voir, ce dossier réserve toujours des surprises.

Hommage à

Jean-Louis Le Corre



Jean-Louis Le Corre, figure communiste et ouvrier de la région nazairienne, nous a quittés. Il laisse derrière lui une vie d'engagement et de luttes au service des familles populaires, des travailleurs et de la population de la commune de Trignac dont il fut le maire de 1977 à 2008.

Il a commencé son militantisme avec les Jeunesses communistes en 1956. Après son service militaire, en 1959, **il s'engage au PCF et au syndicat CGT de la SNCASO** avec les métallurgistes de l'aéronautique où il deviendra délégué du personnel. C'est le temps de la guerre d'Algérie. **Devenu secrétaire du syndicat en 1964, il organisera de nombreuses luttes parmi lesquelles les grèves de 1968, aux côtés de Guy Texier.**

À la même époque, il prolonge ses combats syndicaux dans les combats politiques. Ainsi, en 1965, il participe à la liste communiste conduite par Marcel Douley. En 1971, la liste communiste conduite par Augustine Bihan (1ère femme élue Maire en Loire-Atlantique) remporte la victoire et dès lors Jean-Louis Le Corre devint 1er adjoint puis **Conseiller général en 1973. En 1977, il est élu Maire avec 80 % des voix.** Il restera Maire et Conseiller général jusqu'en 2008.

Il se distinguera en faisant adopter des arrêtés municipaux interdisant les coupures d'eau et d'électricité dans sa commune. Populaire, humain, fraternel, apprécié de la population et respecté par ses adversaires politiques, sa seule boussole était le bien-être des gens. Il aura consacré toute sa vie à combattre les injustices et les inégalités, aux côtés des plus modestes. **Le PCF et la CGT perdent un admirable militant, le territoire perd un élu remarquable, au service du monde du travail et de la justice sociale.**

Commémoration de Châteaubriant

Discours de Fabien Roussel, extraits



« Le 22 octobre 1941, il y a 82 ans, dans cette même clairière où nous nous trouvons, par une journée claire et sous un ciel pur, 27 hommes, pour certains à peine sortis de l'adolescence, tombaient sous les balles allemandes. 27 otages, prisonniers de l'occupant nazi et de ses exécutants vichyssois. 27 patriotes, pourtant. Amoureux de la France à en mourir. Tous épris d'un idéal de paix, de justice et de liberté qu'aucun d'entre eux - face à la mort - n'abjura. [...]

Quatre-vingt-deux ans se sont écoulés depuis ce 22 octobre tragique où dans ce camp de Choisel, placé sous la surveillance de gendarmes français, trois camions se sont rangés le long des murs de la baraque numéro 6. Entre ces murs de bois - vivants mais déjà condamnés, 27 hommes sont appelés. [...]

De tout le camp - des camions et des baraques - en forme de dernier adieu aux 27 qui vont mourir, monte fièrement une Marseillaise ; c'est bientôt 400 cœurs français qui, battant à l'unisson, chantent la dignité, le courage et l'espoir. C'est la France qui salue ses martyrs avant que le silence ne retombe sur leurs bourreaux.

À 15 h 15, les 27 sont transportés dans cette sablière où les attendent neuf poteaux, plantés de 5 m en 5 m, avant d'être exécutés par un peloton SS. Aucun d'eux n'acceptera d'avoir les yeux bandés.

À Châteaubriant, c'est jour de marché lorsque l'écho mortel des fusillades déchire le ciel d'azur. Le soir même, le lieu des exécutions est fleuri par de courageux patriotes, et dès le dimanche suivant et le jour de la Toussaint, le site, malgré le danger pour celles et ceux qui s'y rendent, devient un lieu de recueillement. [...]

Une grande majorité d'entre eux étaient communistes. Ouvriers, intellectuels, étudiants, paysans, ils s'engageaient, du côté de la vie, pour une société plus juste et plus fraternelle. Pour une France libre et heureuse.

Dans les ténèbres de la Seconde Guerre mondiale, dans un pays occupé, elles et ils ont su espérer, agir et rebâtir par leur **courage politique et moral les fondations d'une société nouvelle qui s'incarnera à la fin de la guerre dans le programme du Conseil national de la Résistance.** »

YARA veut supprimer 139 postes

La lutte s'organise contre ce gâchis industriel !

L'entreprise fabricante d'engrais chimiques pour l'agriculture, YARA, basée à Montoir-de-Bretagne, vient d'annoncer la suppression de 139 postes sur 171. Dans le collimateur des riverains et de nombreux élus locaux, l'usine installée en bord de Loire, propriété de la société norvégienne du même nom, est classée Seveso « seuil haut » pour sa dangerosité. En effet, l'entreprise qui compte parmi ses actionnaires l'État norvégien, a été plusieurs fois, et depuis de nombreuses années mise en cause pour des non-conformités. Des rassemblements pour dénoncer l'attitude de l'entreprise ont déjà eu lieu, le dernier s'étant déroulé le 14 octobre dernier. Des associations écologistes ont même demandé sa fermeture administrative. Une position non partagée et qui a peut-être été le prétexte à la décision de la direction.

Condamné à maintes reprises pour ne pas respecter les normes de sécurité et les normes environnementales, l'industriel s'était engagé à faire les investissements nécessaires pour respecter la loi et ainsi protéger aussi bien ses salariés que les populations riveraines. Des investissements évalués à 80 millions d'euros indispensables à la pérennité du site. L'annonce des suppressions de 139 postes est donc perçue comme une défection puisqu'elle hypothèque les chances de mise en conformité et de survie de l'entreprise. **D'après Philippe Nicolas, secrétaire du syndicat CGT « Pour moi c'est la mort programmée de Yara dans les ans à venir ».** Le syndicaliste poursuit « C'est une trahison, nous avons été convoqués pour un

projet de transformation du site de Montoir, on a vite été mis devant le fait accompli. En fait, c'est un arrêt total de la production ». À cet effet, **le groupe industriel, qui a réalisé 1,5 milliards d'euros de bénéfices en 2022, prévoyait de conserver sur son site montoirin un centre logistique de 42 salariés chargés d'importer des engrais et de les distribuer sur l'important marché français.**

Dans cette affaire, l'État n'a pas assumé ses responsabilités pour faire respecter les normes environnementales et la sécurité qu'une telle usine implique. Ceci d'autant qu'un salarié intérimaire est décédé au mois d'octobre, sans que les raisons du décès soient connues mais probablement liées aux activités de l'usine. En n'imposant aucune mesure contraignante à l'entreprise pour sa mise en conformité, l'État a failli.

La mauvaise nouvelle annoncée a déclenché beaucoup de réactions de la part des salariés, des habitants, des élus locaux et des responsables politiques. **Pour Robin Salecroix, secrétaire départemental du PCF, « La protection des riverains, des salariés, ne doit jamais se faire sur le dos de l'emploi. Stop à la casse sociale ! »**

Désormais, **les acteurs locaux réfléchissent aux suites à donner à la lutte pour avancer sur la transformation du site, sa pérennité, et le maintien de tous les emplois.** Pour la CGT « C'est un enjeu social, environnemental et de souveraineté agricole. »



Intermittents du spectacle

À Nantes, ils étaient plus d'une centaine mobilisés jeudi 9 novembre pour défendre leurs droits concernant l'assurance-chômage, comme partout en France.

Tous les deux ou trois ans, les partenaires sociaux se réunissent pour définir les règles d'indemnisation des demandeurs d'emploi et le niveau des contributions. Deux négociations ont lieu en parallèle : l'une interprofessionnelle et l'autre qui porte sur les annexes 8 et 10, spécifiques au monde du spectacle.

Sous la pression d'une mobilisation croissante dans le monde du spectacle, le 21 octobre, **les syndicats patronaux ont retiré les mesures jugées provocatrices par les salariés, telles que la modification des conditions d'accès aux droits à l'assurance chômage : 610 h sur 12 mois pour les ouvriers et techniciens et 580 h sur 12 mois pour les artistes.** Mais leurs syndicats ne sont pas au bout du chemin après des négociations tendues où ils sont parvenus à un accord concernant l'avenir des annexes 8 et 10.

Cet accord ne protège pas à ce stade les artistes et techniciens

intermittents du spectacle du risque de baisse de 15 % demandée au niveau interprofessionnel, notamment par le Medef.

Vendredi 10 novembre, un projet d'accord a été trouvé sur l'assurance-chômage. Si la CGT et la CFE-CGC sont parties sans ratifier l'accord, cela a été l'unanimité des chefs d'entreprise (Medef, CPME, U2P) et la promesse d'une signature de la part de la CFTC et de la CFDT.

Le gouvernement avait donné jusqu'au 15 novembre aux partenaires sociaux pour trouver un protocole d'accord, **sans quoi il aurait repris le contrôle sur la rédaction de ces nouvelles règles, comme cela s'était produit en 2019.** Il avait alors fait de sa trajectoire financière sur le désendettement un *casus belli* en restreignant fortement l'accès aux indemnités sans toucher aux exonérations patronales.

Ainsi, le ministre du travail **Olivier Dussopt prévoit que l'État ponctionnera entre 2 et 4 milliards d'euros par an dans les caisses de l'Unedic pour financer notamment les aides aux entreprises pour l'apprentissage.**



Tempêtes Ciaran et Domingos

Interview de Cyril Couvez « Monteur » chez Enedis

L'ouest de la France a connu de violentes tempêtes qui ont provoqué de nombreux dégâts, où en est-on aujourd'hui ?

Aujourd'hui de nombreux usagers sont toujours sans courant. Les dégâts sur le réseau sont considérables car cette tempête a été extrêmement violente. Et malheureusement nous avons perdu un collègue du Gers, victime d'une électrocution.

Les agents Enedis ont été en première ligne, comment se sont-ils organisés pour remplir au mieux leur mission ?

Dans le cadre de la Fire (Force d'Intervention Rapide Électricité), les agents sur la base du volontariat ont fait le déplacement des quatre coins de la France. La veille pour certains afin d'être prêts à réparer les dégâts causés sur le réseau électrique. Des kits Fire avec du matériel de réseau ainsi que des groupes électrogènes ont été envoyés sur les bases qui allaient être touchées.

Nous avons commencé par remettre en état le réseau

20 000 Volts et posé des groupes électrogènes. Le but étant de remettre l'électricité au plus grand nombre le plus rapidement possible. Les entreprises prestataires des quatre coins de la France et 60 Irlandais sont venus nous aider, sans oublier les entreprises d'élagage qui font un boulot remarquable pour nous faciliter les accès.

Dans ces situations d'urgence, l'Entreprise reconnaît-elle le travail des « soldats de l'électricité » ?

Les agents se portent volontaires pour participer aux Fire car ils aiment leur métier. Cette mission de Service Public est professionnellement et humainement très enrichissante et très importante pour les agents mobilisés, ils se sentent utiles. L'Entreprise nous remercie, mais la vraie reconnaissance est celle des usagers quand ils retrouvent l'électricité après avoir passé plusieurs heures ou jours dans le noir. C'est dans ces moments-là qu'on se rend compte de l'importance de cette énergie !



Suzanne Valadon au Musée d'arts de Nantes

Un nouveau regard sur un parcours hors norme

En cette fin de siècle, l'imagerie biblique fait encore sens. Ainsi de Suzanne et les vieillards, jeune fille surprise aux bains par deux libidineux. Henri de Toulouse-Lautrec se permet, malice et prévention, ce prénom de toile à celle qui, née Marie Clémentine, est son amie, sa voisine et son aînée d'un an, débutante comme lui.

À ce moment, le pseudonyme que la jeune fille s'est choisie depuis ses quinze ans est Maria, histoire de préserver intacte sa réputation dans ce Paris des années 1880. Mise au travail à 11 ans, elle rêve de cirque, se blesse et devient modèle, et chez Renoir. Mais c'est l'oiseau des nuits de Montmartre qui peint en 1885 *Portrait de la peintre Suzanne Valadon*, présent dès l'entrée de l'exposition. Elle n'a même pas vingt ans, lui dix-huit. La fleur des rues est prête à conquérir sa place, si ce n'est le monde.



le maître en rupture de ban de l'impressionnisme l'univers sensuel des couleurs, des drapés, des corps voluptueux. Gauguin et ses à-plats, un tour du côté des fauves, les toiles de Suzanne Valadon font feu du tout-bois pictural d'alors.

Du cirque des débuts, une toile témoigne au milieu des dessins : une touche de rouge virevolte au centre d'un arc vert. Exercée au trait comme au modelé, Suzanne Valadon est mise à l'honneur ici avec ses nus, aux formes généreuses, qui n'excluent pas l'inspiration classique des odalisques, telle cette *Chambre bleue*, autre clou de l'expo.

Via Lautrec et Degas, elle va dès ses débuts être connue et reconnue de critiques, galeries, collectionneurs. Elle entre de plain-pied dans le marché de l'art qui vient

d'éclorre, tout en cultivant une farouche liberté de mœurs. Sans doute plus audacieuse dans la vie qu'en art.

Les écoles officielles et les mentalités sont encore largement fermées aux femmes artistes ? Elle apprend de ceux qui la peignent. Elle qui noircissait enfant les murs de ses croquis au charbon – dont le trait épais ressurgira bien plus tard – découvre avec

Jusqu'au 11 février 2024 au Musée d'Arts de Nantes.

Falmarès

Le poète marcheur à l'enfance fertile

Il avait quatorze ans quand il a dû quitter sa Guinée natale, traverser les déserts, arriver en Algérie, échouer en Libye, traverser une Méditerranée-cercueil, atterrir à Bolzano, partir pour Paris, son phare dans ces tempêtes. Puis la Bretagne, puis Nantes, terres de solidarité et d'études. Jeune homme « au lyrisme en terre battue », l'écriture lui est venue dans un camp italien, pour se sentir et demeurer vivant.

Combien de vies depuis 2016 ? Suffisamment pour se rebaptiser lui-même d'un nom de plume : Falmarès. Et déjà quatre recueils publiés. Dès l'entrée de ce dernier, il prévient : « Je ne suis pas Migrant/ Je suis une lueur de colombe/ Une flamme de liberté/ Une ténacité d'acier/ Un rêve en marche ».

Il écrit comme il a arpenté les rues de la capitale qui l'a aimé, comme Rimbaud jadis à qui il emprunte ses semelles de vent. « Je pars d'un point mort à un autre/ Avec mes chaussures d'enfance/ Avec une tragédie familiale/ Et des souvenirs maternels » dit-il dans le texte qui donne son titre à ce livre-ci. Et de conclure : « Et quand j'arriverai/ Je dirai bonjour au poème/ L'essentiel de toute chose/ Et l'âme d'enfant de tout être vivant. »

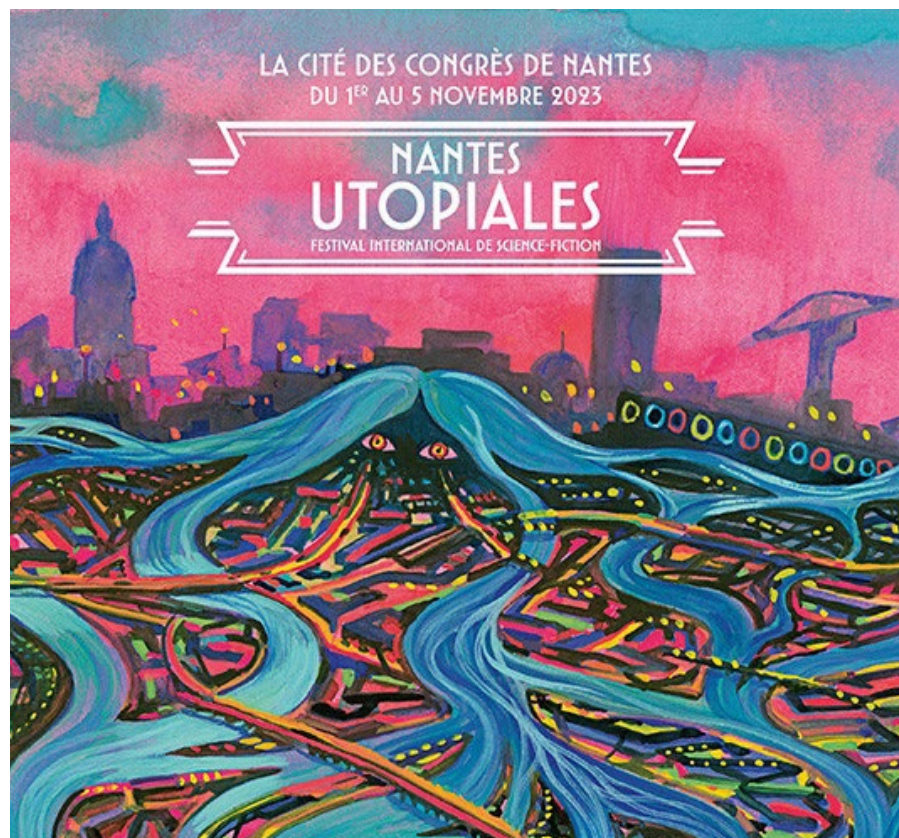
On ne saurait mieux chanter l'essence vitale de son art et la profonde racine qui l'irrigue. Traversent son verbe les êtres chers à jamais disparus, la terre natale, les familles que l'on se crée - ainsi de l'écrivain Joseph Pontus en aîné amical, les amours élégiaques, les affres et les joies... toute une vie, toute la vie, en somme.

On comprend alors que la préface soit signée du poète Nimrod, venu jadis du Tchad, nourri de Senghor comme de Césaire : « à dire vrai, chez Falmarès la douleur ne nous assomme jamais. Son lyrisme est un baume salvateur. » Le jeune poète s'en explique lui-même : « Surtout, le poème n'est pas juste l'expression des sentiments mais est aussi un outil d'apprentissage, un moyen de résistance, un moyen de survie. » Et il faut en aligner, des pieds, pour obtenir un vers libre.

Falmarès, *Catalogue d'un exilé*, Flammarion, 262 p., 21,50 €.

Falmarès
Catalogue
d'un exilé

poésie



Utopiales 2023

Plus de 140 000 personnes pour la 24e édition

D'année en année, le festival de science-fiction nantais connaît un succès toujours plus grand. Il faut dire que la ville de naissance de Jules Verne propose un programme sur quatre jours toujours plus intense et immersif pour ses visiteurs.

Plus de 100 intervenants et auteurs de tous les continents, 85 séances de cinéma, la plus grande librairie de science-fiction de France, de la réalité virtuelle, des concerts, de l'humour, des jeux et une salle zen pour reprendre des forces avant de faire un karaoké...

Mais les Utopiales, ce n'est pas de la science-fiction juste pour vous détendre ou vous faire rêver, c'est un champ d'expérimentation mentale. Comment aujourd'hui penser à demain sans la contrainte du quotidien ? Comment imaginer une société nouvelle où tout est radicalement différent de ce que vous appréhendez en ce moment ? Ou plus simplement, que faire si un super ordinateur prend le contrôle de vos têtes nucléaires ?

Si effectivement le champ d'exploration est vaste, le festival s'inscrit également dans l'actualité en proposant un point de vue différent sur les débats qui traversent l'actualité, que ce soit la crise climatique, la place des femmes dans le monde des sciences et la littérature ou les enjeux du développement de l'« intelligence artificielle » dans la création artistique : une IA est-elle capable de faire de la science-fiction totalement nouvelle ?

L'édition 2023 aura été marquée par le succès avec un public nombreux qui peut déjà noter pour 2024 que la prochaine édition aura lieu du 31 octobre au 3 novembre.

Empreinte 2050

Un plan, premier jalon d'une réflexion collective

Les scientifiques du monde entier qui participent aux travaux du Giec attirent notre attention depuis des années sur la gravité des conséquences du changement climatique.

Fonte des glaciers et des calottes glaciaires, montée des océans et perte de biodiversité, aggravation des sécheresses et des tempêtes, les phénomènes dus au réchauffement climatique nous alertent et c'est avec la volonté de travailler sur des réponses réalistes que le Parti communiste a présenté « Empreinte 2050 », son « plan climat pour la France ».

Ce plan climat, tout en refusant une vision austéritaire qui condamnerait d'avance toute avancée, se veut radical et porteur d'un modèle de société en rupture avec le capitalisme.

Partant des besoins actuels et en affirmant que chacune et chacun doit pouvoir se nourrir sainement, se loger décemment, se chauffer et circuler, le plan déroule de très nombreuses mesures permettant d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

À ces mesures s'ajoutent celles qui seront nécessaires pour l'adaptation des individus, des entreprises et des collectivités au changement climatique.

Ce plan représente le premier jalon d'une réflexion collective, amenée à s'enrichir au fur et à mesure des recherches et des études à venir.



Décarbonation de l'économie

Sans négliger la recherche d'une consommation modérée, d'une production durable et de pratiques de recyclage, les objectifs retenus d'en arriver à une neutralité carbone à l'horizon 2050 ne pourront être réalisés sans une planification d'importance dans quelques secteurs clé : les transports, le logement, l'industrie et l'agriculture.

Pour ce qui est des transports, il s'agirait de privilégier puissamment le rail, afin de réduire la dépendance à la voiture et d'offrir des alternatives à l'avion pour les trajets plus longs, avec la volonté d'offrir une accessibilité à la mobilité pour toutes et tous.

De même pour le fret, le plan prévoit de développer les modes ferroviaires et fluviaux.

Par ailleurs, il est envisagé de décarboner la route en construisant des véhicules plus légers et en électrifiant à terme l'ensemble du parc automobile.

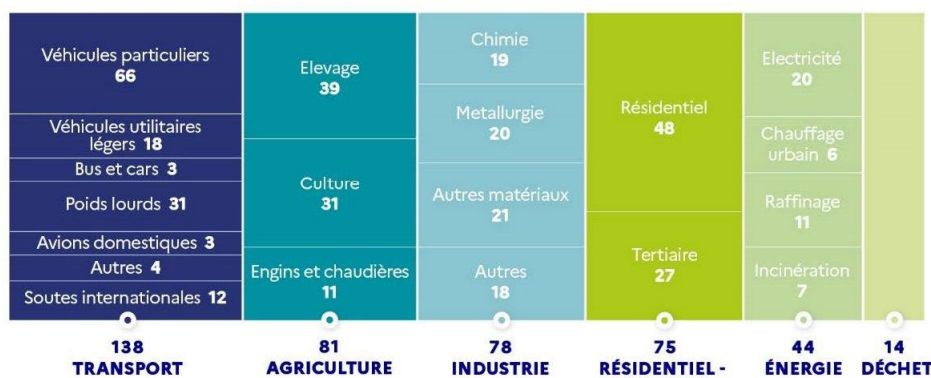
Concernant le logement, il est prévu, outre le fait de lutter contre une trop grande vacance, une rénovation thermique à grande échelle, accompagnée financièrement par les pouvoirs publics et une sortie progressive du fuel et du gaz par l'électrification du chauffage.

Le plan climat projette, par ailleurs, une véritable réindustrialisation du pays afin de limiter, d'une part, des déficits évitables de la balance commerciale, mais surtout de limiter les émissions de gaz à effet de serre liés au transport global des marchandises à travers la planète.

Il s'agirait encore de décarboner autant que possible l'industrie par l'électrification, le biogaz et l'hydrogène.

Emissions de gaz à effet de serre (GES) en France par secteur d'activité

Chiffres de l'année 2021 en millions de tonnes équivalent CO₂



Source : CITEPA-SECTEN, baromètre mensuel - hors UTCATF

Du côté de l'agriculture, le plan promeut une diversification de la production avec des usages qui puissent mêler polyculture et élevage, dans des exploitations à taille humaine pour une alimentation saine pour tous.

Afin de compenser les émissions résiduelles de carbone, notamment générées par l'agriculture, il est prévu d'augmenter considérablement les puits de carbone au moyen d'une ambitieuse politique agroforestière, en agrandissant la surface des forêts à hauteur de 2,4 millions d'hectares et en plantant des millions de kilomètres de haies, le tout en conciliation avec l'élevage et la culture. Ici encore, l'électrification des activités agricoles serait une clé essentielle pour permettre d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

Pour obtenir une efficacité à la hauteur des enjeux, le plan « Empreinte 2050 » envisage une sortie du marché pour les grands secteurs les plus émetteurs de carbone

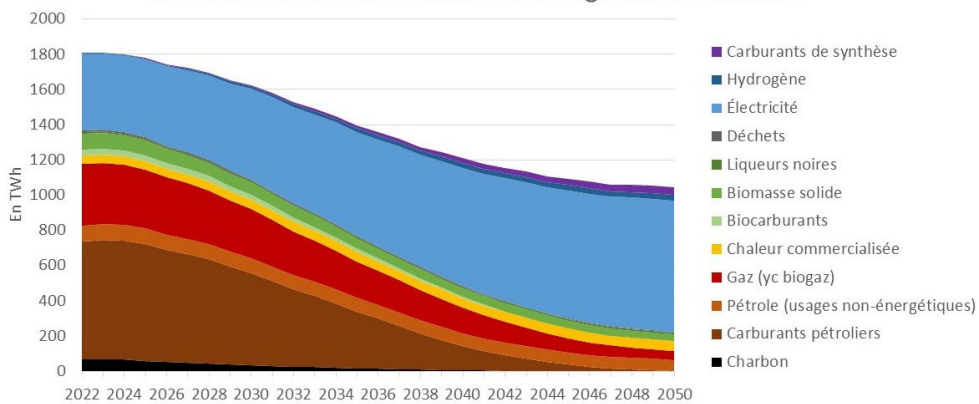
que sont la mobilité, l'énergie et le bâtiment. Il est ainsi prévu de nationaliser certains pans de l'économie et de constituer de grands pôles publics du logement, de la mobilité ou encore de l'énergie articulés entre eux et avec les entreprises.

Cela ne pourra pas non plus se faire sans une refonte des systèmes éducatifs et universitaires, avec des moyens fortement augmentés, une recherche publique dissociée des exigences du marché, une formation initiale et continue pour l'ensemble des travailleurs dans le cadre du projet Sécurité emploi formation. Cela ne pourra pas se faire non plus sans une véritable appropriation des enjeux par l'ensemble de la population en accordant le droit d'initiative et de contrôle aux salariées et salariés dans les entreprises.

Enfin, il serait nécessaire de construire un grand pôle bancaire public pour permettre le financement des mesures, sans avoir à chercher sur les marchés financiers les crédits nécessaires.

C'est donc à rebours de toute logique libérale que le plan climat pour la France situe sa réflexion, prônant une rupture radicale avec les politiques actuellement menées, politiques qui nous conduisent dans le mur.

Évolution de la consommation d'énergie finale en France



La production d'électricité, pour atteindre la neutralité carbone

Le plan climat présenté par le Parti communiste, anticipant les besoins en énergie de la population future et répondant à la nécessité d'atteindre la neutralité carbone en 2050, prône une véritable électrification des usages, tant individuels que professionnels, tant industriels, qu'agricoles ou tertiaires.

Sur la base de simulations, il est donc envisagé de monter la production d'électricité jusqu'à 970 TWh (la production de ces dernières années variait entre 450 et 550 TWh) pour pouvoir se passer fortement des énergies fossiles et ainsi de diviser par 7,5 les émissions carbone.

Une des premières mesures serait de (re)constituer un véritable service public de l'énergie qui pourrait piloter la mutation qu'il va nous falloir faire, des voitures électriques au fret par le rail, du passage au chauffage électrique dans les habitations à la réimplantation d'une industrie électrifiée.

Ce pôle public de l'énergie devrait planifier une montée en puissance de la production électrique en mixant énergie nu-

cléaire et énergies renouvelables (éolienne, solaire, hydraulique, biomasse et géothermique).

Dans un premier temps, et jusque vers 2035, il s'agirait de miser fortement sur les énergies renouvelables, en accélérant le rythme d'installation du solaire et des éoliens terrestre et maritime.

D'ici 2050, le plan projette un grand programme nucléaire qui permettrait de stabiliser la production des énergies renouvelables. Ce programme reposerait sur le prolongement d'un maximum de réacteurs au-delà de 60 ans, la mise en service de six premiers EPR2 et l'installation de petits réacteurs modulaires (SMR).

Ce programme de production électrique permet de répondre à une demande en nette hausse, d'obtenir de la flexibilité pour assurer l'équilibre offre-demande avec des moyens pilotables, de travailler sur le stockage et, par l'interconnexion avec les pays voisins, d'être en mesure d'exporter. Cela nécessitera de reconstituer nos capacités industrielles et de former un grand nombre de travailleuses et travailleurs du secteur pour une montée en compétence optimale.





**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

Un antidote au fascisme

Le conflit israélo-palestinien offre une nouvelle illustration de la tournure fascisante que prend le capitalisme en France. La réhabilitation des descendants de Pétain, qui minent les droits de la classe laborieuse tout en cherchant un bouc-émissaire dans l'immigration, ne se limite pas à l'extrême droite. Elle trouve également écho à droite et au centre, amorçant aux côtés de la bourgeoisie une mutation fasciste, seule évolution logique face à la colère des masses. Les avancées sociales obtenues par nos aînés sont sabotées, les travailleurs subissent des maltraitances croissantes, et toutes les stratégies sont employées pour diviser les exploités sur des bases xénophobes, racistes ou antisémites.



La situation est d'autant plus préoccupante compte tenu de la faiblesse actuelle de la gauche, dont une partie se complait dans l'invective et la décrédibilisation de notre camp tout entier. Face à cela, la lutte antifasciste apparaît comme une nécessité évidente. Cependant, quelle direction lui donner ? Doit-on rétablir une alliance sur des bases électoralistes, comme le préconisent les héritiers du mitterrandisme ? Faut-il s'engager dans des manœuvres politiques principalement destinées à sauver les apparences ? **La réponse semble être non, car l'histoire a démontré à plusieurs reprises que l'antifascisme puise sa force dans les masses, et plus précisément de la classe laborieuse.**



L'unité autour d'une classe, à travers le Front Populaire, est la réponse que le Parti Communiste Français a apportée à la tentative de coup d'État fasciste de 1934, en rappelant à l'ordre les sociaux-démocrates par la lutte des classes. Le Mouvement des Jeunes Communistes de France, représenté par Assan Lakehoul, réaffirme cet objectif d'unir les masses pour renforcer la conscience de classe de l'ensemble du peuple. Le meilleur antidote au fascisme, en tant qu'évolution logique du capitalisme, réside dans le communisme. La jeunesse a un rôle essentiel à jouer pour défendre notre idéal à l'encontre de l'avenir mortifère promu par les capitalistes. Nous combattons pour imposer notre vision par le socialisme et notre programme ambitieux en faveur du prolétariat. **Face à la montée de l'extrême droite, intensifions notre discours pour ouvrir la voie vers de nouveaux jours heureux.**

Hommage à

Jean-Pierre PROU

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de Jean-Pierre Prou, ancien secrétaire de section de Chantenay, conseiller municipal de Nantes en charge de la démocratie locale de 1977 à 1983. Responsable syndical à la Semitan, Jean-Pierre avait été ensuite appelé à Paris pour exercer des responsabilités nationales au sein de la CGT-Transports.

Nous présentons à Jeannine, son épouse et à tous ses proches nos plus sincères condoléances.

Patrick CASPAR

Nous avons appris avec peine le décès de Patrick Caspar, arrivé lors d'un voyage aux États-Unis. Patrick, adhérent de Nantes venu du Nord où il avait gardé beaucoup de contacts, avait pris récemment sa retraite, qu'il occupait notamment en donnant un coup de main à l'Union locale CGT.

Que France son épouse, Judith, Joseph, Zoé ses enfants et tous leurs proches reçoivent nos fraternelles condoléances.

Bernard JOSSO



Bernard Josso nous a quittés, après une vie militante bien remplie. En possession de la carte du PCF très jeune et permanent du Parti pendant quelques années, Bernard a eu de nombreuses responsabilités, tant syndicales – militant CGT chez Saulnier-Duval, puis délégué aux Assedic, qu'associatives – au CE de la Fédération des organismes sociaux, président de la CNL de Saint-Nazaire ou de Tourisme Loisirs Saint-Nazaire.

Le monde du travail perd avec Bernard un de ses défenseurs et nous adressons à ses filles et petits-fils, ainsi qu'à ses proches nos plus sincères condoléances.

Déclaration de l'Arac

Anniversaire de l'armistice 1918

Extrait de la déclaration de l'Arac (Association républicaine des combattants pour l'amitié, la solidarité, la mémoire, l'antifascisme et la paix) :

« Commémorer le 11 novembre 1918, c'est d'abord agir pour la paix, agir pour faire cesser les conflits, agir pour que tous nous disposions des moyens de vivre dans une paix durable.

Ces combats pour la paix se poursuivent, menons-les par des actions persévérantes et soutenues. Le 11 novembre 1918 constituait la victoire de la paix et sa commémoration annuelle a gardé depuis cette signification contre la guerre et ses dramatiques conséquences.

L'actualité malheureusement nous appelle à poursuivre avec détermination ce combat. Pour faire cesser la guerre en Ukraine, en Israël et Palestine, dans le Moyen-Orient, comme partout dans le monde en s'appuyant sur notre histoire et les valeurs républicaines. **Faisons tous ensemble prévaloir le respect des souverainetés des peuples, le respect du droit international pour construire la paix.**

Jean Jaurès disait en janvier 1914 : « Aujourd'hui, l'affirmation de la Paix est le plus grand des combats », c'est toujours d'actualité »

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@orange.fr



Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Pedro MAIA
Benoît LUSSEAU
Robin SALECROIX
Mathis VANDAMME
Pascal DIVAY
Michel GUILLOUX
Alain BOURDEAU

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne



Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les *Nouvelles de Loire-Atlantique* ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros

Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

Chèque à l'ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)